

Index AI : PRE01/339/2011
07 July 2011

Le Tadjikistan doit libérer un journaliste, d'autant que selon certaines informations il aurait été torturé

Les autorités tadjikes doivent immédiatement libérer un journaliste de la BBC, détenu semble-t-il uniquement en raison de ses articles et qui aurait été torturé ou maltraité en détention, a déclaré Amnesty International.

Arrêté le 13 juin, Ourinboï Ousmonov a été inculpé de participation au mouvement islamique interdit *Hizb-ut-Tahrir* (Parti de la libération).

Des représentants de la Sûreté de l'État ont assuré mercredi 6 juillet que, malgré de précédentes déclarations du ministère de l'Intérieur, Ourinboï Ousmonov n'a pas été accusé d'être membre du Parti de la libération, mais qu'ils poursuivaient leurs investigations sur son implication au sein du mouvement.

Il a été placé en détention provisoire à Khujand, ville du nord du pays.

Selon ses proches, Ourinboï Ousmonov aurait été torturé ou maltraité au cours de sa détention. Un collègue de la BBC, qui a reçu l'autorisation de lui rendre visite, a déclaré qu'il semblait « fragile mentalement et psychologiquement ».

« Amnesty International considère que les charges retenues contre Ourinboï Ousmonov ont été forgées de toutes pièces, dans le but de sanctionner son travail de journaliste et parce qu'il a exercé de manière pacifique son droit à la liberté d'expression, a indiqué John Dalhuisen, directeur adjoint du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Nous le considérons comme un prisonnier d'opinion. Il doit être remis en liberté immédiatement et sans condition. En outre, les autorités doivent mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie sur les allégations de torture et traduire les responsables présumés en justice. »

Ourinboï Ousmonov n'est pas rentré du travail le 13 juin. Il a fait une brève apparition le lendemain, aux côtés d'agents de la Sûreté de l'État qui ont perquisitionné son domicile.

C'est à ce moment-là que ses proches ont vu qu'il présentait des blessures au cou. Ils pensent qu'elles résultent de tortures ou d'autres formes de mauvais traitements qui lui ont été infligés durant sa détention.

Le 15 juin, un porte-parole du ministère de l'Intérieur a indiqué qu'Ourinboï Ousmonov était soupçonné d'être membre du Parti de la libération depuis 2009 et de faire de la propagande extrémiste via Internet.

L'avocat d'Ourinboï Ousmonov a affirmé à Amnesty International le 2 juillet que l'enquête n'avait pas fourni la preuve de son appartenance à ce parti.

Jeudi 7 juillet, des représentants du Comité d'État de la Sécurité nationale du Tadjikistan ont déclaré à la

BBC qu'il n'était pas accusé d'appartenir au Parti de la libération, mais que l'enquête portait sur son implication au sein de l'organisation et sur le fait qu'il n'avait pas informé les autorités de ses contacts avec ce mouvement.

Ourinboï Ousmonov n'a pu consulter un avocat qu'une semaine après son arrestation. Depuis le 14 juin, sa famille n'a été autorisée à le voir qu'une seule fois pendant une demi-heure, en présence d'agents des forces de l'ordre.

Hamid Ismaïlov, correspondant du service Asie centrale de la BBC au Tadjikistan, a pu rencontrer Ourinboï Ousmonov pendant 10 minutes et en a rendu compte le 28 juin : « Je m'attendais à rencontrer un homme fragile physiquement, mais il était aussi fragile mentalement et psychologiquement, et c'était très pénible à voir. Tout en me parlant, il ne quittait pas des yeux les agents de sécurité. »

Amnesty International milite contre les violations des droits humains au Tadjikistan – actes de torture et autres mauvais traitements commis par des agents des forces de l'ordre, impunité dont bénéficient les tortionnaires, violences faites aux femmes ou encore restrictions imposées à la liberté d'expression.

Ces dernières années, les médias et les journalistes indépendants font l'objet de poursuites pénales et civiles lorsqu'ils critiquent le gouvernement.